



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique fiscale

Question écrite n° 8683

Texte de la question

Mme Ségolène Royal interroge M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'égalité d'accès aux soins. La souscription à une mutuelle santé détermine et conditionne l'accès aux soins en particulier pour la médecine de ville pour laquelle le taux de remboursement n'est que de 53 %. Pour les soins dentaires et l'optique, les remboursements sont encore inférieurs. Aujourd'hui la moitié des Français peuvent déduire de leurs revenus imposables une cotisation de leur mutuelle santé, mais l'autre ne le peut pas. Cette différence de traitement conduit les personnes aux revenus les plus faibles à renoncer à la souscription d'une mutuelle santé, déterminante dans l'accès aux soins. Afin de mettre fin à cette injustice, la Mutualité française a proposé un crédit d'impôt sous la forme du versement d'une somme pour les personnes non imposables ; les personnes imposables bénéficieraient d'une diminution d'impôt équivalente. Cette mesure permettrait ainsi à chaque Français d'accéder plus facilement à une mutuelle santé solidaire, et de garantir à chacun, et au meilleur coût, un bon niveau de couverture de soins tout au long de sa vie, quelles que soient les circonstances (chômage, retraite...). En effet, un allègement fiscal serait une aide opérante pour inciter à la souscription d'une complémentaire santé, et par là même l'accès aux soins au plus grand nombre. Elle lui demande quand il pense mettre en place une telle mesure qui permettrait d'assurer pour chacun une égalité d'accès aux soins.

Texte de la réponse

La déduction du revenu imposable des cotisations de prévoyance complémentaire n'est admise que sous certaines conditions et dans certaines limites : ces cotisations doivent être versées dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle et au titre d'un contrat d'assurance de groupe s'il s'agit de travailleurs non salariés, ou revêtir un caractère obligatoire en vertu d'un accord collectif ou d'une décision unilatérale de l'employeur s'il s'agit des salariés. En effet, l'adhésion à un régime de prévoyance complémentaire a alors pour objet essentiel de garantir aux intéressés, en cas de maladie ou d'invalidité conduisant à l'interruption de l'activité professionnelle, le versement pendant la période correspondante d'un revenu de remplacement en complément des prestations en espèces servies par les régimes de base de sécurité sociale. En contrepartie, ces prestations complémentaires sont soumises à l'impôt sur le revenu. Les cotisations versées auprès d'un organisme de prévoyance complémentaire dans le cadre d'une adhésion individuelle et facultative constituent, pour leur part, un emploi du revenu d'ordre personnel, consenti librement par le contribuable afin, le plus souvent, de compléter en cas de maladie les prestations en nature servies par la sécurité sociale. Ces versements n'ouvrent donc droit à aucun avantage fiscal mais, en contrepartie, les prestations servies, le cas échéant, par les organismes de prévoyance complémentaire sous forme de rentes ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu. Cela dit, la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU) permet, depuis le 1er janvier 2000, à l'ensemble de la population qui en est encore exclue de bénéficier des prestations en nature d'un régime de base d'assurance maladie et maternité (CMU de base) et offre aux personnes disposant des ressources les plus faibles une couverture complémentaire gratuite en matière de santé assortie d'une dispense d'avance de frais (CMU complémentaire). La CMU représente un effort budgétaire important en faveur de l'accès aux soins des personnes les plus démunies, complété par la mise en place d'une aide à la souscription

de contrats de couverture complémentaire maladie (« aide à la mutualisation ») au bénéfice des personnes dont les ressources sont de peu supérieures au plafond de ressources de la CMU complémentaire. Cela étant, afin de conforter davantage encore l'égal accès de tous aux soins médicaux, le Premier ministre a annoncé, dans le cadre de sa déclaration de politique générale du 3 juillet 2002, la mise en place d'une aide permettant aux personnes qui en sont démunies de bénéficier d'un régime de protection complémentaire au titre du risque maladie. La forme de cette aide fait actuellement l'objet d'une étude par les services concernés et aucune piste n'est à ce stade écartée.

Données clés

Auteur : [Mme Ségolène Royal](#)

Circonscription : Deux-Sèvres (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8683

Rubrique : Impôt sur le revenu

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 décembre 2002, page 4891

Réponse publiée le : 13 janvier 2003, page 205